

Développements macroéconomiques récents

La croissance de l'eSwatini a rebondi de 6,1 % en 2021, après une contraction de 1,9 % en 2020, propulsée par l'agriculture (grâce aux bonnes conditions climatiques) et l'industrie (résurgence de la demande). La croissance dans les services a été freinée par les restrictions liées à la COVID-19. La demande globale est dominée par la consommation (85 % du PIB), suivie de loin par l'investissement (12,3 %) et les exportations nettes (2,7 %). La politique monétaire a été accommodante, et le taux d'actualisation s'est maintenu à 3,75 % tout au long de 2021. L'inflation s'est élevée en moyenne à 3,8 % en 2020 et 2021, tandis que les hausses de prix des facteurs clés, comme les produits alimentaires et le transport, étaient marginales. Le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 6,4 % du PIB en 2021, alors que les revenus du gouvernement restaient limités face à des besoins de dépenses élevés. La dette publique a quant à elle légèrement augmenté, à 40,6 % du PIB (dont 16,4 % de dette extérieure) en décembre 2021, contre 39 % en décembre 2020.

L'excédent du compte courant a dégringolé à environ 0,8 % du PIB en 2021, contre 6,7 % en 2020, car les flux de revenus secondaires, principalement des recettes provenant de la SACU, ont diminué. Les réserves de change se sont redressées à 3,6 mois de couverture des importations en 2021, contre 3,2 mois en 2020, dynamisées par l'allocation de DTS (107 millions USD), détenue pour renforcer les réserves par la Banque centrale. La monnaie locale, rattachée à parité au rand, s'est stabilisée début 2022 après une forte dépréciation vers la fin de 2021. Les prêts non productifs se sont multipliés, car les entreprises affectées par les troubles civils en 2021 avaient des difficultés à rembourser leurs prêts ; mais ils ont diminué jusqu'à 6,5 % du total des prêts à la fin 2021. La pauvreté est omniprésente, et touche 58,9 % de la population. En raison de la COVID-19, le chômage a atteint 33,3 % en 2021, une forte hausse par rapport aux 23,1 % enregistrés en 2020.

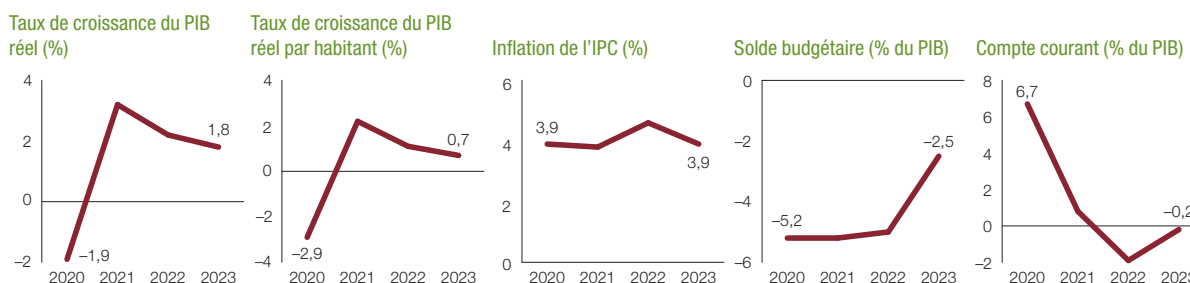
Perspectives et risques

Une croissance plus lente, de 2,4 %, est prévue en 2022, dans tous les secteurs. Ce chiffre devrait cependant se redresser un peu en 2023, à mesure que les effets de la COVID-19 se dissiperont grâce à l'augmentation de la vaccination. Le déficit

budgétaire devrait décliner, mais rester élevé, soit à 4,1 % du PIB en 2022, reflétant largement le ralentissement attendu des recettes provenant de la SACU, puis continuer à se réduire jusqu'à 1,3 % en 2023, grâce à la poursuite de la consolidation budgétaire. D'après les projections, l'inflation montera à 4,5 % en 2022, en raison des ajustements de prix administrés, de la hausse des cours pétroliers et de l'affaiblissement de la monnaie, avant de redescendre à 4,0 % en 2023. En 2022, le déficit du compte courant devrait atteindre 0,4 % du PIB en raison des contraintes probables sur le compte de revenu secondaire. Les risques à la baisse incluent les recettes volatiles de la SACU, les nouveaux variants de la COVID-19, la lente vaccination et les tensions politiques internes et mondiales. Les facteurs favorables comprennent la poursuite de la consolidation budgétaire, le déploiement de la vaccination, les réformes structurelles et le dialogue politique national.

Changement climatique et options de politiques publiques

Classé au 130^e rang de l'IRC 2021, l'eSwatini est vulnérable aux chocs climatiques, notamment aux sécheresses. Le phénomène El Niño de 2015/2016 a causé une contraction de la production agricole de 8,4 %, mettant l'accent sur la nécessité de l'expansion de l'infrastructure de collecte de l'eau et d'irrigation. Parmi les autres secteurs menacés par le manque d'eau se trouvent la biodiversité, les écosystèmes et la santé humaine. Le pays connaît également des aléas naturels tels que des maladies épidémiques, les inondations et les incendies de forêt. Le gouvernement s'est fermement engagé à atteindre l'ODD 13 relatif à l'action climatique d'ici 2030, mais jusqu'à présent ses progrès restent modérés. L'eSwatini a préparé un Plan national d'atténuation et d'adaptation face aux sécheresses 2016-2022, a dévoilé une Politique nationale sur le changement climatique en 2016 et a rédigé un Projet de loi sur les changements climatiques (2016) qui cherche à promouvoir la résilience climatique, une croissance verte, peu génératrice de carbone et inclusive, l'accès au financement climatique et le renforcement des capacités. Le pays a soumis sa première CDN à la CCNUCC en 2015 et son actualisation en octobre 2021. La CDN vise à réduire les émissions de GES de 5 % pour l'ensemble de l'économie entre 2021 et 2030, à un coût estimé d'au moins 950 millions d'USD.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.